

Tchécoslovaquie : la révolution douce

Rupnik

Citer ce document / Cite this document :

Rupnik. Tchécoslovaquie : la révolution douce. In: Politique étrangère, n°1 - 1990 - 55^eannée. pp. 53-62;

doi : <https://doi.org/10.3406/polit.1990.3917>

https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1990_num_55_1_3917

Fichier pdf généré le 06/01/2019

Abstract

Czechoslovakia : the Soft Revolution, by Jacques Rupnik

After more than 20 years of « normalization » in Czechoslovakia, everybody — and the opposition circles first and foremost — has been surprised by the strength of the popular uprising of November 1989. External factors created a favourable environment for the destabilization of the Party, but did not directly affect the «10 days that shook Czechoslovakia ». Though Gorbachev played a less primordial part than is often thought in the West, the Central European environment played on the other hand a destabilizing part. As in Est Germany, societal pressure compelled the regime to retreat. In the immediate future, the new government faces urgent issues : how could the diplomatie apparatus shaped by forty years of communist power be changed ? How could amateurism and improvisation be avoided among the new elites ? How could the Slovak enigma be solved ?

Résumé

Après plus de vingt années de « normalisation » en Tchécoslovaquie, la puissance du mouvement populaire de novembre 1989 a surpris tout le monde, à commencer par les milieux de l'opposition. Les facteurs extérieurs ont créé un environnement favorable à la déstabilisation du parti, mais n'intervinrent pas directement dans le déroulement des « dix jours qui ébranlèrent la Tchécoslovaquie ». Si le rôle de Gorbatchev est moins primordial que l'on a tendance à le croire en Occident, l'environnement centre-européen, par contre, joua un rôle déstabilisateur. Comme en RDA, c'est la pression de la société qui contraint le régime à reculer. Dans l'immédiat, plusieurs problèmes se posent au nouveau pouvoir : comment changer l'appareil diplomatique façonné par quarante années de pouvoir communiste ? Comment éviter l'« amateurisme » et l'« improvisation » dans les nouvelles élites ? Comment résoudre l'énigme de la Slovaquie ?

Jacques RUPNIK * | **Tchécoslovaquie :
la révolution douce**

« **L'**histoire que l'on avait artificiellement arrêtée s'est remise en marche » proclame Vaclav Havel en novembre 1989 devant plusieurs centaines de milliers de personnes sur la place Venceslas de Prague. Et à quelle vitesse ! « *Pologne 10 ans — Tchécoslovaquie 10 jours* » disait une banderole des étudiants tchèques ; façon de montrer le lien avec les changements chez le voisin du nord qui, le premier, ébranla l'édifice communiste en Europe du Centre-Est, mais aussi fierté d'avoir, en un temps record et sans effusion de sang, déboulonné le régime de la « normalisation » et d'avoir su mener à son terme la « révolution douce », jusqu'à l'élection de Vaclav Havel à la présidence de la République. Résultat paradoxal : partie la dernière dans la réaction en chaîne qui balaya l'autre Europe, la Tchécoslovaquie se retrouvait la première dans la transition vers la démocratie.

Ce n'est pas la première fois que l'on pouvait observer un petit décalage historique entre la Tchécoslovaquie et ses voisins. Elle fut la dernière à être soviétisée en 1948. Elle n'a pas bougé en 1956 au moment de l'octobre polonais et hongrois. La déstalinisation ne s'y est mise en marche que dans les années 60 (mais avec quelle force !), pour culminer en 1968 avec un Printemps qui fut aussi éphémère qu'isolé. En 1989, alors que la Pologne votait comme un seul homme pour Solidarité et que la Hongrie démantelait le rideau de fer, la Tchécoslovaquie était, une fois de plus, en porte-à-faux par rapport à ces deux voisins engagés dans une fuite en avant démocratique. Comme en 1956, au moment de la déstalinisation khrouchtchevienne, elle faisait figure de pilier dans le « front du refus » face aux réformes de Gorbatchev. Au début de l'été, les pays du centre-est européen restaient divisés devant la montée des périls : d'une part, le modèle polonais qui montrait clairement que, quand les communistes commencent à jouer avec la démocratie, ils sont toujours perdants ; d'autre part, le modèle chinois indiquant la limite à ne pas franchir dans la modernisation autoritaire du système communiste : à Prague, comme à Berlin-Est et à Bucarest, la direction applaudit la répression de la place Tien An Men — message on ne peut plus clair à destination de la dissidence et plus généralement de la société. L'ordre « normalisé » en Tchécoslovaquie n'était menacé ni par un effondrement économique ou une explosion sociale comme en Pologne, ni

* Chercheur et professeur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI) de la Fondation nationale des sciences politiques.

par l'audace de l'aile réformiste au sein du Parti comme en Hongrie. Selon l'expression de Joska Skalnik, conseiller de Havel, « *les Polonais ont fait la révolution pour manger. La RDA pour sortir. En URSS, les révoltes sont nationalistes. Les Roumains voulaient en finir avec la folie. Nous, nous vivions à peu près convenablement. Ni faim ni manque insupportable. Une immense tristesse avait gagné le pays. Nous avons fait une révolution culturelle. En douceur, en douce* » [1].

Après plus de vingt années de « normalisation », la puissance du mouvement populaire a surpris tout le monde, à commencer par les milieux de l'opposition [2]. Les facteurs extérieurs ont créé un environnement favorable à la déstabilisation du parti tchécoslovaque, mais n'intervinrent pas directement dans le déroulement des « *dix jours qui ébranlèrent la Tchécoslovaquie* ».

Alors qu'en Occident on a tendance à attribuer à Gorbatchev un rôle primordial dans la révolution démocratique de 1989, il est frappant que ses protagonistes le minimisent. Peut-être faut-il pour comprendre cette différence de perception distinguer entre Gorbatchev le « liquidateur » de ce que l'on appelait le bloc de l'Est et son rôle dans le cas tchécoslovaque. Certes, les idées de la *perestroïka* ressemblent à s'y méprendre à celles du printemps de Prague, au point que Dubcek réclame sa part de copyright et que le parti de la « normalisation », celui de Husak et Jakes, se trouva en porte-à-faux par rapport à Moscou (un comble pour des gens qui ne devaient leur pouvoir qu'à l'invasion soviétique d'août 1968). Mais Gorbatchev s'est refusé à intervenir. Tout en proclamant caduque la « doctrine Brejnev » de la souveraineté limitée, il se garda (particulièrement lors de son voyage à Prague en avril 1987) d'en donner une illustration concrète à propos de 1968 en Tchécoslovaquie qui fut pourtant le moment privilégié de la formulation de la fameuse « doctrine » [3]. Encore à la veille des événements de novembre 1989, Edouard Chevarnadze, dans un entretien avec Adam Michnik, le directeur de *Gazeta* à Varsovie, reformula la thèse de la non-ingérence : en Pologne, on traite avec le gouvernement Mazowiecki ; en Tchécoslovaquie, avec le gouvernement « *souverain* » (*sic*) de Husak, Jakes, etc. [4]. A peine un mois après, pendant la révolution à Prague (alors qu'un nouveau pouvoir se met en place, réclamant rien moins que le retrait des troupes soviétiques), Moscou annonce que « *l'aide fraternelle* » d'août 1968 fut une « *erreur* ». Trop tard. Plus personne n'écoute les sages du Kremlin. La vie est ailleurs.

L'environnement centre-européen, par contre, joua un rôle déstabilisateur. La Pologne, avec le retour sur la scène de Solidarité, ne pouvait plus être considérée comme une exception. La Hongrie emboîtait le pas et, avec l'ouverture du rideau de fer et l'exode des Allemands de l'Est *via* la Tchécoslovaquie, c'est toute l'Europe centrale qui commençait à basculer. Après la chute du Mur et le renversement par des manifestations pacifiques du régime Honecker, il était clair que les jours de son *alter ego* conservateur à Prague étaient comptés. Le fait que Gorbatchev ait congédié Honecker pour le 40^e anniversaire de la RDA puis retenu le « bras armé » du prolétariat est-allemand dans les journées cruciales du mois d'octobre écartait en fait la plausibilité d'une solution à la Tien An Men à Prague. A partir de là, tout devenait possible.

Le parallèle avec la RDA ne s'arrête pas là. Le Forum civique de Prague faisait écho à celui de Berlin-Est. Urbanek, l'éphémère chef du parti pendant la crise, était le Krenz tchécoslovaque, tandis qu'Adamec, nommé premier ministre pour engager le dialogue avec l'opposition, était (en moins bien) le Modrow de Prague. Des différences essentielles n'apparaissent que dans un deuxième temps. D'abord parce qu'en RDA la problématique de la réunification se superpose à celle de la démocratisation et balaye la gauche écolo-pacifiste du Forum démocratique à la recherche d'une « troisième voie ». A Prague, par contre, le Forum civique consolide son statut de porte-parole légitime de la société face à ce qui reste de pouvoir communiste, puis de force motrice du retour de la démocratie.

La rapidité comme le caractère pacifique de l'effondrement du pouvoir communiste en Europe du centre-est suscitent l'interrogation sur le degré de spontanéité et de préparation : révolution par le haut ou par le bas ? Autant en Pologne et en Hongrie, on peut parler de révolution « par le haut », une entente entre élites (réformistes et oppositionnelles), autant en Tchécoslovaquie (comme en RDA) l'initiative vint, dans un premier temps, « d'en bas ». De la première manifestation des étudiants le 17 novembre jusqu'à la grève générale une semaine plus tard, le mouvement s'étend des facultés aux usines, de Prague à la province. C'est la pression de la société qui contraint le régime à reculer. La négociation entre le pouvoir et le Forum civique ne prend la relève que dans un deuxième temps, tandis que la pression de la rue assure une issue positive à la négociation : gouvernement à dominante non communiste, départ de Husak, remplacement d'une partie des députés communistes par des personnalités nommées par le Forum civique, élection de Dubcek à l'Assemblée fédérale et de Havel à la présidence.

Le Forum civique, qui établit son quartier général dans un théâtre au nom prédestiné de « Lanterne magique », devient la structure politique où s'opère la jonction entre l'ancienne dissidence et les composantes de la société les plus intéressées au changement : les étudiants, les milieux intellectuels et artistiques, les experts travaillant dans les instituts, et des représentants des deux partis satellites (le Parti populaire et le Parti socialiste) amorçant leur rupture avec le PC.

Il existait deux thèses sur le rôle de la Charte 77 : pour les uns, il s'agissait d'un petit groupe d'intellectuels isolés de la population, qui, finalement, n'avait qu'une importance symbolique ; d'autres soutenaient que c'était le sommet de l'iceberg, le véritable porte-parole des aspirations profondes de la société. *A posteriori*, il est tentant de privilégier la seconde. Mais cela ne suffit pas pour réaliser l'osmose entre l'opposition des années de la « normalisation » et une société civile en recomposition [5].

Pour que la révolution fût « douce », il fallait toutefois une victime consentante. En Tchécoslovaquie, on assista à l'effondrement le plus rapide et le plus pacifique du parti communiste parmi les plus staliniens d'Europe centrale. Contrairement à la plupart des PC du bloc soviétique, le parti tchécoslovaque n'était pas qu'un groupuscule marginal porté au pouvoir par l'Armée rouge. Issu d'une scission majoritaire dans la social-démocratie, c'est le frère jumeau du PCF. Après la défaite du parti allemand en 1933, ils étaient les deux plus grands partis communistes en Europe. Précisément

parce qu'il opérait dans le cadre d'une démocratie parlementaire, le Parti a pu s'implanter, mais en même temps s'est construit une carapace stalinienne à toute épreuve pour se prémunir contre toute tentation « révisionniste ». Il existait en Tchécoslovaquie un stalinisme endogène incarné par une lignée de leaders d'origine prolétarienne que caractérisaient la médiocrité intellectuelle et la servilité vis-à-vis de Moscou [6]. Alors qu'en Hongrie, cinq ans après 1956, Kadar lançait son fameux « *qui n'est pas contre nous est avec nous* », en Tchécoslovaquie la « normalisation » se poursuivait pour ainsi dire sans relâche. Il n'existait pas de véritable aile réformiste, point de Pozsgay, ni même de Rakowski dans le PCT. Pas facile, dans ces conditions, de prendre le virage de la *perestroïka* ou, le moment venu, d'entamer le dialogue avec l'opposition.

L'effondrement n'en fut que plus spectaculaire. A chaque moment crucial (dans chaque acte de la révolution théâtrale), le Parti joua impeccablement son rôle : chacune de ses erreurs donnant le coup d'accélérateur nécessaire à la « révolution » (de la répression démesurée de la manifestation du 17 novembre qui servit de détonateur aux concessions les plus surprenantes). Jamais on n'avait vu un parti communiste aussi empressé de quitter la scène de l'histoire. Un exemple parmi d'autres : le premier ministre Adamec quitte la direction du Parti pour mieux jouer son rôle d'interlocuteur du Forum civique. Vaclav Havel lui offre sur un plateau un rôle inespéré en l'invitant à prendre la parole devant 800 000 personnes le dimanche 26 novembre. Adamec y prononce un appel contre la grève et se fait huer. L'homme de dialogue du Parti n'avait rien compris au mouvement, comme il le confirma en présentant ce qui devait être un gouvernement « d'ouverture » où, sur vingt ministres, il y avait quinze communistes. Que devient un Premier ministre qui échoue en politique ? Il se fait élire président du parti communiste au congrès extraordinaire qui se tient un mois après le début des événements.

Ce congrès ressembla à une réunion d'un syndic de faillite. Jakes, Stepan (secrétaire du Parti de Prague), Bilak et Husak sont exclus du Parti. Les hommes qui avaient régné sans partage sur la Tchécoslovaquie depuis quarante ans se voyaient chassés non seulement du pouvoir, mais de leur propre parti¹. Le congrès extraordinaire s'explique sur ces mesures dans une « Déclaration aux citoyens tchécoslovaques » souhaitant se séparer de ceux qui ont « *abusé du pouvoir, se sont laissés corrompre et ont corrompu les autres, qui ont présenté le mensonge pour de la vérité et ont terni les idéaux du socialisme* » [7]. La déclaration se veut aussi une profession de foi humaniste : « *tous les succès économiques et politiques sont passagers car seul l'homme est éternel...* ». Certes...

Politiquement, cette proclamation en forme de lettre d'excuses à une nation mal traitée pendant plus de quarante ans se veut aussi le geste d'ouverture et de réconciliation envers les exclus du Parti dans la grande purge de l'après 1968. Autrement dit, après l'écroulement du parti stalinien, peut-on envisager de le mettre à l'heure Gorbatchev en renouant avec l'héritage de

1. Ce qui suscita l'indignation amusée de l'Association pour un présent plus joyeux. En tant que sans parti, ils refusent d'être désormais en compagnie de Husak, Bilak et Jakes. Ceux-ci doivent être immédiatement réintégrés dans le PCT auquel ils appartiennent « de tout leur être ».

1968 ? Le congrès fit apparaître au sein du Parti un courant contestataire organisé en Forum démocratique dont l'ambition affichée était moins de renouer avec 1968 qu'avec la tradition des années 20 (incarnée par Bohumir Smeral), c'est-à-dire avant la « bolchévisation » imposée par Staline et Gottwald à partir de 1928 [8]. Dans l'immédiat, le Forum démocratique accélère la décomposition du PCT sans fournir une relève plausible. En deux mois, quelque 800 000 personnes (soit la moitié des adhérents) ont quitté le Parti. Le nouvel homme fort du Parti chargé de la délicate opération de démontage/reconstruction est Vasil Mohorita, élu premier secrétaire. Agé de 39 ans, d'origine ukrainienne, fils d'un agent du NKVD envoyé en Tchécoslovaquie en 1945 et qui participa à l'organisation de l'invasion d'août 1968, lui-même formé à l'École des jeunesses communistes à Moscou après 1968, Mohorita voudrait mettre le PCT à l'heure Gorbatchev. Dans son intervention au congrès extraordinaire, il insista sur la convergence de ses vues avec celles du club « Obroda » (Renouveau) et en particulier avec Cestmir Cisar [9]. « Obroda » est un club de communistes réformateurs exclus après 1968. Bien qu'ayant engagé le dialogue avec les autorités dès le mois de mai 1989, ils ne semblent pas tentés par un retour au Parti et préfèrent, pour le moment, travailler au sein du Forum civique.

Il serait erroné de considérer le demi-million de communistes exclus après le printemps de Prague comme une force homogène. La plupart d'entre eux n'ont aucune envie de reprendre du service dans un parti qui les a chassés et qui est totalement discrédité. Mais il y a dans cette mouvance des personnalités qui pourraient, le cas échéant, jouer un rôle dans la reconstitution d'un parti post-communiste sur le modèle inauguré en Hongrie, mais qui depuis fait école en Pologne ou en RDA. Parmi les exilés, Zdenek Mlynar, l'ami de Gorbatchev, a fait pendant les événements un retour remarqué, mais pas très réussi, sur la scène politique.

Quant à Alexandre Dubcek, il est plus un homme-symbole qu'un stratège ou un chef de parti. Tout mouvement a besoin d'une filiation historique. Il était impensable que Tchèques et Slovaques puissent sortir de la « normalisation » sans renouer avec 1968. De même qu'en Hongrie l'enterrement d'Imre Nagy permettait de renouer symboliquement avec 1956, de même pour les Tchèques le retour de Dubcek représentait une revanche de l'histoire. Mais laquelle ? Celle de la démocratie retrouvée ou celle du socialisme « à visage humain » ? Or, dès que l'on passa du symbole à la politique, Dubcek se trouva très vite décalé par rapport au mouvement. Tandis que ce dernier reprenait, sans changer une virgule, son discours de 1968 sur le « *socialisme à visage humain* » mettant même en garde contre les « *éléments extrémistes* », le Forum civique se prononçait déjà pour une démocratie parlementaire et une économie de marché. Le symbole de 1968 et du gorbatchevisme aux couleurs tchécoslovaques allait être éclipsé par un nouveau paysage politique et un autre homme-symbole, celui de la résistance au communisme et de la démocratie : Vaclav Havel.

La « révolution de velours », c'est sa meilleure pièce ; une révolution théâtrale où le peuple fut convié à se donner en représentation à lui-même et où Havel a joué le rôle principal. Milan Kundera dit à ce propos : « *La façon dont il a mené la lutte (« quelque chose comme une « révolution paisible » dit-il dans une lettre) était fascinante non seulement du point de vue*

politique mais aussi esthétique. C'était le dernier mouvement « prestissimo » d'une sonate écrite par un très grand maître » [10].

A peine quelques mois auparavant, il se défendait encore de toute ambition politique : « *je préfère le rôle de faiseur de roi, que celui de roi* ». S'il n'avait pas d'ambition politique, il a désormais un destin national. Un itinéraire qui n'est pas sans rappeler celui de Tomas Masaryk, le premier président de la Tchécoslovaquie. Dans les deux cas, il s'agit d'un intellectuel en marge par rapport à la société qui dans la « révolution » devient l'incarnation de la nation, le garant moral de la nouvelle démocratie. Dans les rues de Prague en décembre, les portraits de Masaryk côtoyaient ceux de Havel. Sous l'un de ces portraits, on pouvait lire : « *Lui pour nous : vingt ans — Nous pour lui : deux semaines !* »

Un autre rapprochement : l'idée que les deux hommes se font de la politique. Dans la *Révolution mondiale* écrite par Masaryk au lendemain de la Grande guerre, on trouve ceci : « *J'ai toujours été pour une politique culturelle, pour une démocratie véritable ; je ne me contentais pas d'une politique de député étroitement politicienne. Je parlais d'une politique non politique* » [11]. Dans un important essai de 1984 intitulé « La politique et la conscience », Havel dit : « *Oui, la « politique antipolitique » est possible. La politique « d'en bas ». La politique de l'homme, et non pas de l'appareil* » [12]. Chez ces deux « philosophes-roi », au sens où l'entendait Platon, on retrouve une double préoccupation caractéristique du statut du politique en Europe centrale : il existe une instance plus forte que la politique ; elle est d'abord d'ordre éthique. La « vraie » politique est investie d'une mission qui la dépasse, qu'elle soit d'ordre culturel ou spirituel.

Cette conception renvoie à un déficit de légitimité de la politique en elle-même, à une tentative de repenser ses fondements. Le discours du Nouvel An de Havel restera un classique du genre à la fois par sa façon de se situer consciemment dans la filiation de Masaryk et dans sa réflexion sur la démocratie au sortir de quarante ans de totalitarisme. L'enjeu est de recréer une culture politique, à commencer par les vertus du civisme [13]. C'est à ce titre que l'expérience de la transition à la démocratie dans les pays de l'autre Europe n'est pas qu'une difficile imitation d'un modèle occidental, mais pourrait apporter un souffle nouveau à la démocratie européenne.

Quel est le nouveau paysage politique ? Il se compose du Château, du gouvernement, du Forum civique et des nouveaux partis politiques.

Le Forum civique est l'émanation de la révolution de novembre : un mouvement (pas un parti) politique avec une structure horizontale. Un centre de coordination existe à Prague permettant de faire circuler l'information et les propositions des organisations de province, mais leur laissant une très large autonomie. L'objectif est de dépasser les divisions partisans et rassembler des personnes appartenant à divers partis ou les sans-parti. Puisque les structures des partis sont faibles ou inexistantes, et étant donné qu'il existe, après quarante ans de règne d'un parti unique, une certaine aversion envers le terme même de parti, le Forum se présente comme le seul fédérateur capable de mener le pays aux premières élections libres. La décision du Forum de présenter sa propre liste aux élections de juin concilie une double préoccupation. Celle, exprimée par le président Havel dans son discours au Parlement le 23 janvier 1990, recommandant, dans le choix de

la nouvelle représentation politique, de privilégier les « personnalités », leurs qualités humaines et leurs compétences, plutôt que les partis [14]. La seconde, exprimée par Petr Pithart (la tête politique du Forum devenu chef du gouvernement tchèque), consiste à fournir au gouvernement une majorité stable et à éviter qu'il ne dépende trop de coalitions incertaines de petits partis.

C'est une considération importante et qui ne vaut pas que pour la Tchécoslovaquie. Après plus de quatre décennies de pouvoir centralisé et autoritaire, la tendance spontanée est de privilégier des constitutions avec un exécutif relativement faible et de faire du Parlement le véritable centre de gravité de la vie politique. De même, on choisit la proportionnelle considérée comme le mode de scrutin le plus démocratique. Mais, en l'absence de grands partis capables d'assurer des majorités cohérentes, on risque la fragmentation extrême de l'éventail politique. Résultat probable : des gouvernements faibles pour affronter une période de restructuration radicale de l'économie et de turbulence sociale.

Reste à savoir si le Forum civique sera capable d'éviter ces dangers. Le premier sondage est encourageant, mais laisse planer quelques doutes à ce sujet. 54 % des personnes interrogées se disent prêtes à participer activement à la vie publique et 38 % sont même disposées à accepter des responsabilités [15]. Autrement dit, l'engagement civique ne s'est pas dissipé après la phase révolutionnaire. La question est de savoir si le Forum civique, et son homologue slovaque, le « Public contre la violence », sauront capter cette énergie tout en favorisant l'émergence de nouvelles institutions et de nouveaux partis politiques. Le sondage indique par ailleurs que le Forum civique obtiendrait moins de 30 % des voix, ce qui pourrait compromettre son rôle de fédérateur au-dessus des partis. Parmi ces derniers, les Verts viennent en tête avec 10 %, ce qui n'est pas tout à fait surprenant quand on connaît l'ampleur du désastre écologique en Tchécoslovaquie. Le parti communiste obtient 8 %, le parti socialiste, le parti populiste (catholique) et les socio-démocrates entre 5 et 6 %.

Parmi les nouveaux partis, celui des démocrates-chrétiens (animé par V. Benda) ou le parti libéral (E. Mandier) n'avaient pas encore eu le temps de se faire connaître. Un parti paysan a été créé à l'initiative de proches du parti communiste. Ils s'appuient sur un réseau bien structuré de coopératives agricoles et espèrent jouer sur un réflexe conservateur des campagnes contre le nouveau pouvoir des intellectuels pragois accusés de vouloir aller trop vite, trop loin et surtout de bousculer les intérêts acquis.

On se méfie des partis, mais sans donner au Forum civique le soutien franc et massif dont le futur gouvernement aurait besoin pour prendre des mesures économiques nécessaires et souvent impopulaires. Certes près de deux tiers des personnes interrogées sont favorables au développement d'un secteur privé et 43 % même à des sacrifices dans une transition vers une économie de marché. Mais une proportion analogue reste attachée aux valeurs de justice sociale et à la protection de l'Etat-providence. Ceci explique, en partie, la relative prudence du gouvernement dans la mise en place d'une économie de marché, l'autre raison étant que le désastre économique n'est pas du même ordre que celui de la Roumanie ou de la Pologne [16]. Même un libéral convaincu comme le ministre des Finances

Vaclav Klaus dit se méfier du « romantisme » et du « radicalisme » de ceux qui prétendent brûler les étapes dans le passage d'une économie étatisée au marché. La priorité est à la dérégulation administrative, à la « liquidation » d'activités économique non profitables, au « remède monétariste » plutôt qu'aux « réformes institutionnelles formelles » [17]. Tandis que le gouvernement polonais dit que l'on ne peut pas sauter par dessus un précipice en deux fois et adopte une cure de libéralisme radical, le gouvernement tchécoslovaque semble opter pour une approche plus graduelle. Ceci est compréhensible en période pré-électorale, mais certains économistes (tel Milos Zeman) se demandent déjà s'il ne faudrait pas dès maintenant profiter d'un état de grâce qui ne sera pas éternel pour annoncer un programme « churchillien » : « de l'effort, de la sueur et des larmes ».

Le nouveau pouvoir devra, dans l'immédiat, faire face à un triple problème.

— Une relève vient d'avoir lieu au sommet, des hommes nouveaux occupent les postes-clefs, mais les structures restent intactes. L'ancien chauffagiste devenu ministre des Affaires étrangères, Jiri Dienstbier, a pris ses fonctions au palais Czernin où siègèrent des prédécesseurs illustres tels que Edouard Benes ou Jan Masaryk. Mais l'appareil diplomatique façonné par quarante ans de pouvoir communiste reste là. Comment le changer ? Par où commencer ? Surtout, où trouver les gens compétents pour remplacer les apparatchiks de l'ancien régime ?

— Ceci pose plus généralement le problème des élites. Elles furent systématiquement détruites ou mutilées par le pouvoir communiste. Aujourd'hui, elles sont numériquement faibles et souvent peu préparées aux nouvelles tâches. De plus, la conversion de la dissidence « antipolitique » à l'exercice du pouvoir ne va pas de soi. D'où, parfois, un peu d'amateurisme et beaucoup d'improvisation. Ce problème n'est pas propre à la Tchécoslovaquie. En Pologne ce sont des historiens, en RDA des avocats et des pasteurs, en Bulgarie des sociologues, en Roumanie des ingénieurs, en Tchécoslovaquie des écrivains et des artistes. Le recrutement du nouveau pouvoir a partout sa spécificité nationale.

— Enfin, il y a l'énigme de la Slovaquie. Comme en 1968, le processus de démocratisation y est en retard sur les pays tchèques et les appareils communistes semblent mieux y résister à la décomposition. L'équivalent slovaque du Forum civique, le Public contre la violence, n'a pas la même assise que dans les pays tchèques. La vie politique renaît plus lentement. La force principale y sera probablement un parti chrétien démocrate (plus chrétien que démocrate disent certains) avec une forte sensibilité nationale. Pas de tension tchéco-slovaque, mais déjà quelques indices qui ne trompent pas : l'organisation des étudiants slovaques s'est séparée unilatéralement des Tchèques ; nombreux sont ceux qui, en Slovaquie, auraient préféré Dubcek à Havel à la présidence de la République ; les députés slovaques ont fait de l'obstruction lors du remplacement d'une centaine de députés communistes au Parlement par des candidats du Forum civique. Mais le véritable test viendra après les élections, lorsqu'il s'agira, au nom des principes du marché, pour la Slovaquie de compter plus sur ses propres ressources que sur le budget de l'Etat fédéral.

Le sort de la démocratie tchécoslovaque a toujours dépendu de l'environnement international : après 1918, 1938 et 1968, 1989 le confirme. Dans deux

articles consacrés à ce sujet, Jaroslav Sedivy, auteur d'un beau livre sur Metternich et d'une étude sur la politique étrangère tchécoslovaque, devenu laveur de carreau sous la « normalisation » puis principal conseiller du ministre des Affaires étrangères s'interroge sur ce thème crucial [18] : depuis la réforme hussite au XV^e siècle jusqu'au printemps de 1968 en passant par la bataille de la montagne Blanche en 1620 et la démocratie masarykienne de l'entre-deux-guerres, la dynamique politique intérieure s'est trouvée « surdéterminée » de l'extérieur. D'où un triple complexe qui mena la politique étrangère tchécoslovaque vers l'impuissance et l'impasse : le complexe du petit Etat qui ne peut être maître de son destin, complexe de la menace allemande, complexe de la nécessaire protection du grand frère slave. Tirant les leçons de l'échec du printemps de Prague, dont l'une des faiblesses principales fut de ne pas avoir de politique étrangère, il plaide pour une politique du retour en Europe combinant réalisme, audace et imagination.

Après vingt années d'isolationnisme et de surenchère prosoviétique, la nouvelle politique étrangère tchécoslovaque est donc sous le signe du retour en Europe. A commencer, bien entendu, par un retour en Europe centrale qui comporte trois volets. Premièrement, la réconciliation avec l'Allemagne. Le premier déplacement du président Havel fut en Allemagne avec des mots courageux sur l'expulsion des Allemands des Sudètes à la fin de la guerre, Havel et Weizacker parlant de réconciliation à l'heure même où l'on s'inquiète déjà des retombées de la réunification de l'Allemagne pour ses voisins de l'Est ¹⁹.

Dans le même temps, le ministre des Affaires étrangères Jiri Dienstbier posait, dès sa première visite à Moscou le 20 décembre 1989, le problème du retrait en 1990 des troupes soviétiques indépendamment de l'issue des négociations sur les armes conventionnelles à Vienne.

La « désoviétisation » et la perspective de réunification de l'Allemagne rendent plus important encore le troisième volet de cette politique : quelle nouvelle Europe centrale ? Les voyages du président Havel à Varsovie et à Budapest, la rencontre de la *Mittleeuropa* au château de Devin à Bratislava, tout cela suggère la préoccupation de ne pas succomber aux tentations nationalistes. Bien sûr, il s'agit, pour l'instant, plus de politique symbolique que de coopération concrète, mais déjà avec la préoccupation de ne pas laisser se créer un vide entre la Russie et l'Allemagne.

Dans son premier discours au Parlement, Vaclav Havel fit remarquer qu'il n'y avait au Château aucune pendule. Absence symbolique, dit-il ; pour les tenants de l'ancien régime totalitaire, le temps s'était arrêté. Depuis novembre 1989, l'histoire s'est remise en marche. La Tchécoslovaquie se met à l'heure de la démocratie européenne.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] Cité par F. Marmande, « Une révolution douce sur un tempo d'enfer », *Le Monde*, 8 février 1990.
- [2] Il suffit pour s'en convaincre de lire le dossier sur la Tchécoslovaquie dans *La Nouvelle alternative*, décembre 1989.
- [3] Alexandre Iakovlev, l'inventeur de la *glasnost*, reprenait, dans le *New York Times* du 28 octobre 1988, les thèses brejneviennes classiques sur la « contre-révolution » et « l'ingérence » occidentale à Prague en 1968 : « J'étais à l'époque en Tchécoslovaquie. J'ai vu de mes yeux tous ces symboles fascistes et j'écoutais chaque jour les émissions de Munich indiquant quels émetteurs devaient devenir opérationnels ».
- [4] *Gazeta* (Varsovie), 27-29 octobre 1989.
- [5] On peut dater le réveil de la société de la manifestation du 21 août 1988 avec un tournant décisif en janvier 1989 avec les manifestations commémorant le souvenir de Jan Palach. Sur ce réveil de la société, voir Jacques Rupnik « Tchécoslovaquie : pouvoir et société, une nouvelle donne » dans *L'URSS et l'Europe de l'Est en 1989*, sous la direction de Thomas Schreiber, La Documentation française, Paris, 1989.
- [6] Sur le phénomène du stalinisme endogène, voir Jacques Rupnik, *Histoire du Parti communiste tchécoslovaque*, FNPS, Paris, 1981.
- [7] *Rude Pravo*, 21 décembre 1989. Le responsable de la sécurité au Comité central, Rudolf Hegenbart, fit une intervention sur le thème « je vous avais prévenu et personne ne m'a écouté ». Hegenbart avait en effet accordé une interview très critique dans... les *Izvestia* du 7 août 1989. De là à penser qu'une partie de l'appareil de la sécurité tchécoslovaque se mettait à l'heure de Moscou ; ce qui n'est pas sans incidence sur la « douceur » de la révolution.
- [8] *Rude Pravo*, 21 décembre 1989.
- [9] *Ibid.* La candidature de C. Cisar, ancien ministre de l'Éducation en 1968, à la présidence de la République venait d'être présentée en décembre 1989 par les Jeunesses communistes.
- [10] Milan Kundera, *Le Nouvel Observateur*, décembre 1989.
- [11] T.G. Masaryk, *Svetova Revoluce*, Cin, Prague, 1936, p. 32.
- [12] V. Havel, *Essais politiques*, Calman Lévy, Paris, 1989, p. 247.
- [13] Discours de Nouvel An (voir dans ce dossier).
- [14] Vaclav Havel, discours au Parlement dans *Svobodné Slovo*, 24 janvier 1990.
- [15] Les principaux résultats du sondage sont présentés par M. Boguszak, I. Gabal et V. Rak, « Czechoslovakia : An immense force waiting », *International Herald Tribune*, 9 février 1990.
- [16] La situation tchécoslovaque n'est que marginalement meilleure que celle de ses voisins si l'on en croit les données présentées par Milos Zeman de l'Institut des prévisions économiques : la Tchécoslovaquie, qui faisait partie des dix premiers dans le revenu par tête après la guerre, est désormais à la 40^e place ; elle est 72^e pour les dépenses publiques pour l'éducation. Par contre, elle est n° 1 pour ce qui est de la pollution atmosphérique. On peut lire les scénarios pessimistes de M. Zeman dans *Technicky Magazin*, août 1989.
- [17] V. Klaus et T. Jezek, « The evolutionary approach », *Financial Times*, 13 décembre 1989. Il semble aussi qu'il y ait des divergences sur le rythme du changement entre M. Klaus et le vice-premier ministre V. Komarek.
- [18] Jaroslav Sedivy, « Vice odvahy, vice fantazie ! », *Lidové Noviny*, 9 janvier 1990 et 13 janvier 1990.
- [19] Voir l'intervention de J. Dienstbier au colloque de Lassay le 10 janvier 1990. Il y exprime, à propos de la réunification allemande, des réserves tant sur la solution neutraliste que sur « l'idée d'une OTAN s'étendant jusqu'à la frontière Oder-Neisse ».